



Démission du président bolivien Morales : « volonté du peuple » ou « coup d'État ingénieux » ?



Dimanche 10 novembre 2019, le président bolivien Evo Morales a annoncé sa démission. Elle a été précédée d'allégations d'éventuelles « irrégularités » lors des récentes élections présidentielles. Morales lui-même a parlé d'un coup d'État. Alors où est la vérité ? Morales a-t-il vraiment ignoré la volonté du peuple ou s'agit-il d'un coup d'État ingénieux ? Cette émission rapporte d'importantes informations d'arrière-plan qui ne sont pas mentionnées dans les massmédias.

Dimanche 10 novembre 2019, le président bolivien Evo Morales a annoncé sa démission. Cela fait suite à la publication d'un rapport préliminaire de l'Organisation des États américains (OEA) qui mentionne d'éventuelles « irrégularités » dans l'élection présidentielle. Suite à cela Morales a décidé de nouvelles élections. Dans les jours précédents, les actions menées par l'opposition, l'armée et la police équivalaient à une tentative de coup d'État. Les médias ont montré des vidéos d'autobus et de maisons en feu. Morales a dit qu'une foule avait aussi incendié la maison de sa sœur.

Evo Morales justifie sa démission ainsi : « Je démissionne pour que nos frères politiques ne soient plus persécutés. Je regrette beaucoup ce coup d'État. Je tiens à vous dire, frères et sœurs, que la lutte ne s'arrête pas là. Nous poursuivrons cette lutte pour l'égalité dans la paix. »

Peu après Morales a annoncé qu'il quittait le pays pour le Mexique. Là, il a obtenu l'asile pour raisons humanitaires. Le 11 novembre, il écrivait sur Twitter : « Ça me fait mal de quitter le pays pour des raisons politiques, mais il me préoccupera toujours. Bientôt, je reviendrai avec plus de force et d'énergie. »

L'État andin, autrefois stable, menace de sombrer dans le chaos. Les massmédias tels que SRF mentionnent les mérites incontestés du gouvernement Morales : l'économie a connu une forte croissance, l'emploi a fortement augmenté et la pauvreté a été fortement réduite. Néanmoins, Morales est pris comme bouc émissaire du chaos actuel en Bolivie. Par exemple, on cite maintenant le président américain Trump, alors que les massmédias ne cessent de le dénigrer. Trump a dit que la démission de Morales était « un moment important pour la démocratie dans l'hémisphère occidental », que « Morales a essayé d'ignorer la volonté du peuple. »

Alors où est la vérité ? Morales a-t-il vraiment ignoré la volonté du peuple ou s'agit-il d'un coup d'État ingénieux ?

Les points suivants doivent être pris en compte pour juger de ce qui est caché dans les médias grand public :

Evo Morales n'a jamais mâché ses mots lorsqu'il s'est agi de critiquer les « actions néocoloniales et impérialistes des Etats-Unis », même dans son pays. A l'occasion d'un discours prononcé devant des milliers d'auditeurs le 4 novembre 2015 à l'Université technique de Berlin, le premier président indigène de Bolivie a évoqué la grande résistance à laquelle il était confronté. Résistance due à « la revendication de pouvoir américaine dans leur « arrière-cour » géopolitique ». Dès le début de la campagne électorale de 2002, Manuel Rocha, qui était alors ambassadeur des États-Unis en Bolivie, déclarait que la Bolivie était menacée de catastrophe si elle élisait le « Ben Laden des Andes », c'est-à-dire Morales.

Evo Morales a fait référence à de nouvelles tentatives de déstabilisation de la part de l'ambassade américaine comme le soutien ouvert de celle-ci au mouvement séparatiste de droite qui est violent.

C'est pourquoi Morales a déclaré littéralement : « En 2010, nous nous sommes vus contraints de chasser l'ambassadeur américain du pays. Sans craindre l'empire, j'ai déclaré M. Goldberg persona non grata. Depuis lors, nous avons une paix relative dans le pays. »

Les stratèges américains ont eu de la peine à accepter l'expulsion, ce que confirment 16 enregistrements sonores frappants révélés il y a peu. L'expert latino-américain Frederico Füllgraf, un fils d'immigrants allemands qui a grandi dans le sud du Brésil, a écrit le 9 novembre un article au sujet de discussions et d'enregistrements secrets entre politiciens et militaires. Ceux-ci avaient pour but de provoquer des bouleversements politiques avant et après les récentes élections présidentielles et d'empêcher la réélection de Morales. Dans l'un des enregistrements, il a été rappelé à l'ancien député Manfred Reyes Villa que les sénateurs américains Marco Rubio, Bob Menéndez et Ted Cruz s'étaient engagés à imposer des sanctions économiques contre la Bolivie si Evo Morales gagnait les élections.

Reyes Villa parle ouvertement de plans de coup d'Etat. Le 15e enregistrement contient des indications sur la coopération des putschistes avec une certaine Fondation du Jubilé, l'Union européenne, l'ambassade des États-Unis et l'Église évangélique. Le gouvernement était au courant de ces enregistrements et ceux-ci ont justifié les mises en garde d'Evo Morales contre un coup d'Etat planifié.

Ces indications confirment les déclarations officielles des gouvernements du Nicaragua, de Cuba, du Venezuela, du Mexique et de l'Uruguay, qui parlent clairement d'un coup d'État : « C'est une opération « ingénieuse » des secteurs radicaux de l'opposition politique, des médias privés, de l'ambassade des États-Unis et de l'Organisation des États Américains (OEA) ». Il s'agit d'une tentative « de privatiser les ressources naturelles du peuple bolivien et de les soumettre aux plans de la Maison-Blanche et des sociétés transnationales. »

Il nous faut maintenant observer si les ressources du peuple bolivien seront privatisées et vendues à des sociétés internationales. Si tel était le cas, cela indiquerait clairement qu'il s'agit d'un coup d'État.

de Daniel D.

Sources:

https://de.wikipedia.org/wiki/Evo_Morales#Pr%C3%A4sidentschaftswahl_2019
<https://www.amerika21.de/2019/11/233847/neuwahlen-bolivien-putschversuch-oas>

<https://www.nzz.ch/international/bolivien-praesident-evo-morales-tritt-zurueck-ld.1521044>
<https://www.srf.ch/news/international/bolivien-vor-neuwahlen-was-evo-morales-zum-verhaengnis-wurde>
<https://www.srf.ch/news/international/chaos-droht-in-bolivien-ex-praesident-morales-fluechtet-ins-exil>
<https://de.sott.net/article/19866-Beifall-fur-Evo-Morales-offene-Worte-uber-USA-und-den-Rausschmiss-des-US-Botschafters-aus-Bolivien>
<https://www.nachdenkseiten.de/?p=56232>
<http://www.resumenlatinoamericano.org/2019/11/03/bolivia-surgen-16-audios-que-vinculan-a-civicos-exmilitares-y-eeuu-en-planes-de-agitacion/>
<https://www.amerika21.de/2019/11/233917/gewalt-bolivien-eskaliert>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Bolivie - www.kla.tv/Bolivie

#EvoMorales-fr - www.kla.tv/EvoMorales-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.